

Daniel Goldberg
Président de l'Uniopss

Crise sociale, violences urbaines : le retour au calme ne suffit pas

© Françoise Stjepovic



Les violences qui ont touché de nombreux quartiers au début de l'été suite au décès d'un jeune adolescent à Nanterre, avec des atteintes aux biens et à des personnes injustifiables, ne peuvent trouver comme seul débouché les condamnations de leurs auteurs. Aujourd'hui que le calme apparent est revenu, le seul retour à une situation préexistante est à la fois incompréhensible pour un pays qui met en avant son modèle social et potentiellement risqué en cas de récurrence.

Il est temps d'arrêter de renoncer à l'objectif d'égalité que ces quartiers populaires et leurs habitants réclament depuis longtemps. De nombreux rapports, dont celui de Jean-Louis Borloo en 2018, ont tour à tour dénoncé des moyens insuffisants pour l'école, la santé ou l'accompagnement vers l'emploi, insuffisants et même inférieurs à ce que les autorités publiques engagent ailleurs. La réalité est que, tous pouvoirs publics confondus, la France dépense moins pour un enfant qui grandit en Seine-Saint-Denis que pour son presque voisin issu d'un quartier plus aisé.

Si la rénovation urbaine a mobilisé des moyens importants et a connu des succès pour reconstruire des bâtis trop longtemps délabrés, l'accumulation de la pauvreté et des services publics fonctionnant constamment en mode dégradé laissent un goût amer à de nombreux habitants.

Bien heureusement, tous les jeunes ne sont pas des « casseurs » potentiels la nuit venue, contrairement à ce que disent les vecteurs de haine de notre pays. La réalité est que ces quartiers participent pleinement au développement économique du pays, voient de nombreux jeunes réussir leur parcours d'étude et s'insérer professionnellement.

La réalité est aussi que ces villes sont plus contributrices que bénéficiaires de nos systèmes de protection sociale. La réalité est que leurs habitants contribuent, par beaucoup de leurs emplois, au ciment de la société, comme on l'a vu pendant la crise de la Covid. Et cela doit être aussi rappelé quand cette France qui va mal, du fait de l'inflation, a besoin pour survivre de l'aide alimentaire et des accompagnements que prodiguent les associations.

Fidèle à ses valeurs, l'Uniopss continue de partager les mots de l'ordonnance de 1945 sur la justice des mineurs : « La France n'est pas assez riche d'enfants pour qu'elle ait le droit de négliger tout ce qui peut en faire des êtres sains. » Comment pourrait-on se satisfaire qu'une partie de la jeunesse ne croit plus en la promesse d'émancipation individuelle et collective de la République ?

En cette rentrée scolaire où des débats périphériques ne doivent pas masquer l'ampleur des enjeux, il faut tout mettre en œuvre pour combattre dans les faits le sentiment d'abandon, soutenir le rôle des parents avec des services publics de proximité, agir sur le terrain avec des professionnels de la prévention spécialisée et du lien social, revoir les rapports entre la police et la population, assis trop souvent sur une logique d'affrontement. Car ce problème d'une partie de la jeunesse qui ne croit plus en nous est avant tout un problème d'adultes.

La France est capable de sursaut quand l'essentiel est en jeu. Nous pouvons bâtir des compromis qui permettent à l'ensemble de notre pays d'être plus fort et plus uni, ce qui est la seule solution d'avenir. Ce sujet trop longtemps différé le nécessite. À sa place, l'Uniopss, avec l'ensemble des associations de terrain de son réseau, est prête à y contribuer. ●

Union
SOCIALE

Revue mensuelle d'information
et de liaison du réseau
UNIOPSS - URIOPSS
15 rue Albert - CS 21306
75214 Paris Cedex 13
Tél. : 01 53 36 35 00
Fax : 01 47 00 84 83
www.uniopss.asso.fr



DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Daniel Goldberg

RÉDACTEUR EN CHEF
Antoine Janbon

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Valérie Mercadal

RÉDACTEURS
**Stéphanie Barzasi, Juliette Cottin,
Jérôme Voiturier.**

PHOTOS
Michel Le Moine, Françoise Stjepovic.

RELECTURE
Marie-Alexandrine Louis-François

PUBLICITÉ
Antoine Sourdeix

CRÉATION GRAPHIQUE
& RÉALISATION
Michel Terrade

IMPRIMERIE
Centr'Imprim 36101 Issoudun cedex

© Union Sociale, reproduction
interdite, sauf accord de la rédaction.

ABONNEMENT
France : 55 euros
Étranger/hors EU : 65,50 euros
Le numéro : 10 euros
(règlement par chèque bancaire
ou postal à l'ordre de UNIOPSS
section I même adresse).

CLAP n° 0727 G 82025
ISSN 0041-7041.9717
Dépôt légal : 07010149

Ce numéro a été tiré à 3 700 ex.

ANNONCEURS

• Uniopss p. 2
• Uniopss p. 4
• Uniopss p. 10
• Uniopss p. 16
• Uniopss p. 29
• Uniopss p. 31
• Semaine Bleue p. 32

Photo de Une : © Françoise Stjepovic
Ce journal est imprimé selon le label

